

Après le succès des États Généraux en Provence-Alpes-Côte d'Azur

Déclaration des Organisations Syndicales CGT, CFDT, FSU, UNSA, CFTC, Solidaires et des Associations rassemblées dans le Fonds de Solidarité et de Promotion de la Vie Associative

*Pour des Services Publics du XXI^e Siècle :
de qualité, démocratiques, accessibles à tous
sur l'ensemble du territoire !*

À l'issue d'un travail de plusieurs semaines dans les départements et la Région de PACA durant lesquelles se sont déroulés les États Généraux pour la « défense et l'avenir des services publics », **les Organisations Syndicales et les Associations formulent trois propositions** pour prolonger la dynamique que nous sommes parvenus à créer.

Ces propositions sont le fruit d'une démarche syndicale unitaire à l'initiative de la CGT, la CFDT, la FSU, l'UNSA, la CFTC et Solidaires. Elles sont également le résultat de l'engagement d'un grand nombre d'associations principalement fédérées dans le Fonds de Solidarité et de Promotion de la Vie Associative.

C'est enfin l'œuvre originale et citoyenne d'une mobilisation construite, dans le respect de chacun, avec un grand nombre d'élus locaux au premier rang desquels ceux du Conseil Régional PACA.

En convoquant ces États Généraux, le Président de Région a permis d'établir un partenariat sincère et constructif permettant la tenue de ces forums citoyens. Ils ont rassemblé plusieurs milliers de provençaux, d'alpins et d'azuréens qui ont pris la parole pendant près de 24 heures pour dire leur attachement au service public de qualité, garant des droits pour les usagers tels que la solidarité intergénérationnelle et territoriale, la neutralité, l'impartialité, la continuité et l'égalité de traitement.

C'est donc par milliers durant ces États Généraux, que des syndicalistes, des militants associatifs, des élus républicains, des citoyens dans leur diversité, ont exprimé leurs craintes et leur refus de cette Révision Générale des Politiques Publiques que tentent de nous imposer le chef de l'État et son gouvernement.

Pas un secteur public n'est épargné. C'est dans la plus grande précipitation, sans concertation aucune que le gouvernement a engagé la RGPP, qu'il ose appeler « réformes » alors qu'il s'agit du démantèlement des services publics. Seraient ainsi remis en cause les aspects les plus essentiels de la vie des citoyens : la santé, l'éducation, la formation, l'emploi, le transport, la culture, les services publics de proximité, le logement, la justice, les finances, le trésor, les douanes...

Dans la foulée, c'est l'existence même des collectivités territoriales telles que nous les connaissons : commune, intercommunalité, pays, département, région, qui sont dans le collimateur du chef de l'État avec l'annonce d'un futur « bigbang territorial », le tout sans le moindre débat démocratique.

Cette RGPP n'est pas la modernisation, l'amélioration, la transformation positive des services publics, de la démocratie, de l'État que nous souhaitons. Les choix actuels, ont pour seul but de restreindre l'intervention publique, de réduire l'espace de dialogue social et de modifier les niveaux de décision en remplaçant la démocratie et la République par l'autoritarisme de l'État avec un Préfet régional devenu gouverneur de cela la population n'en veut pas.

Nos États Généraux ont traduit la profondeur du sentiment d'injustice des citoyens face aux réponses gouvernementales à la crise. Ils ont exprimé un rejet déterminé de toute forme de privatisation des services publics. Ils ont clairement manifesté leur refus de la suppression à l'aveugle d'un poste de fonctionnaire sur deux, tel qu'entend l'imposer le gouvernement au nom des dogmes libéraux.

L'expression populaire issue de ces États Généraux nous permet de penser autrement l'évolution des services publics dont la qualité et l'emploi constituent des questions centrales.

1^{re} proposition

Alors, au nom de cette démarche citoyenne remarquable, au nom de nos États Généraux pour des services publics de qualité, nous exigeons un moratoire sur la RGPP et la réforme de l'État :

- pour arrêter les dégâts considérables que cette politique produit à l'encontre des populations, des plus démunis, des salariés et de leurs familles.
- pour faire le point avec tous les acteurs, les habitants de notre pays, les fonctionnaires, les élus du peuple, sur les véritables besoins d'amélioration, de démocratisation, de développement et de modernisation des services publics dans notre pays.
- pour réorienter les choix actuels et mobiliser l'argent public dans des mesures d'urgence en faveur de l'emploi, des rémunérations, d'une politique publique intégrée dans une vraie relance économique et sociale.
- pour revenir sur les 30 000 suppressions de postes programmés cette année dans la fonction publique.
- parce que trop c'est trop et parce que d'autres choix sont possibles !



La deuxième proposition s'adresse directement à l'État central et à l'État déconcentré dans les territoires.

Pour répondre à l'opinion publique qui marque de plus en plus d'intérêt et d'espoir dans le mouvement social et pour satisfaire aux revendications formulées par l'ensemble des Organisations Syndicales au lendemain des manifestations du 29 janvier dernier qui ont connu un formidable retentissement dans notre région et dans l'ensemble du territoire, le chef de l'État doit ouvrir sans réserve de véritables négociations au niveau national et dans tout le pays.

Dans cet esprit et parce que les Services Publics impactent fortement l'aménagement du territoire, nos États Généraux ont souligné combien il était urgent d'organiser le Dialogue Social Territorial.

Les évolutions du service public doivent répondre aux attentes fortes des populations dans cette période de crise, l'intervention publique doit être efficace, afin de garantir des droits fondamentaux au développement humain.

Ensemble, nous voulons construire des indicateurs de satisfaction et de garanties de service public avec les salariés, les usagers et les élus des Collectivités territoriales. Les usagers ont de plus en plus besoin d'accueils personnalisés pour répondre à leurs difficultés. Tous doivent pouvoir accéder à l'Éducation et à la Santé. L'État nation, l'État déconcentré doit donner les moyens humains et financiers pour faire respecter ce droit sur l'ensemble du pays !

L'évolution et le développement des services publics et des politiques publiques est une nécessité. L'organisation et la gestion publique doivent être renouvelées, démocratisées mais certainement pas rationnées et bureaucratisées comme le fait le Gouvernement. Les citoyens ne peuvent admettre qu'unilatéralement le Gouvernement désengage l'État de ses missions dans les territoires tout en transférant des charges supplémentaires sur les Collectivités Territoriales et les contribuables locaux.

2^e proposition

Aussi au nom de nos États Généraux et afin que l'État réactive toutes les structures de concertation qu'il a délibérément anesthésiées, nous exigeons :

- la convocation dans l'urgence de la Commission Nationale d'Aménagement et de Développement des Territoires qui est habilitée à débattre de ces questions majeures.
- l'intégration des représentants des organisations syndicales et des usagers dans les Commissions de modernisation des services publics qui existent dans les départements. Par ailleurs la Commission Régionale d'Aménagement et de Développement des Territoires pourrait en PACA jouer un rôle important pour examiner les conséquences locales de ces politiques.
- de l'État central et de l'État déconcentré en région qu'il assume ses responsabilités pour répondre aux évolutions de notre société dues

notamment à l'allongement de la durée de la vie, à la décentralisation, aux besoins toujours plus forts de solidarité et de cohésion territoriale.

- que toutes ces instances de dialogue soient réactivées et qu'elles fassent de la lutte contre les inégalités d'accès au service public une priorité de leur action !

3^e proposition

Notre troisième proposition est un appel aux syndicalistes, aux acteurs de la vie associative, aux citoyens, aux élus de toutes les collectivités territoriales du pays, afin qu'ils expérimentent ce que nous sommes parvenus à faire vivre avec nos États Généraux en PACA pendant plusieurs semaines.

Alors que la crise frappe durement les populations et les salariés qui n'y sont pour rien, au moment où le chef de l'État donne des milliards d'euros sans contre partie aux banques, mais n'annonce rien de concret pour l'amélioration du pouvoir d'achat des salariés, nos États Généraux ont permis de mesurer combien étaient grandes les souffrances, les inquiétudes mais aussi la volonté et la détermination des provençaux, des alpins et des azuréens.

L'unité syndicale qui a conduit à la réussite de ces forums, la puissance des témoignages des agents de la fonction publique confrontés aux pires difficultés

dans la santé, l'éducation, les transports ferroviaires, la diversité et l'intelligence des expressions citoyennes, la pertinence et la qualité des propositions formulées par les syndicalistes et les représentants du mouvement associatif durant ces forums, l'écoute réelle et sincère des élus des collectivités territoriales ont permis dans cette période de grande difficulté et de crise de faire émerger une volonté forte de résistance, de solidarité et de cohésion sociale dans notre région.

Ce que nous venons de vivre avec nos États Généraux en PACA mérite d'être partagé, prolongé, multiplié, amplifié sur l'ensemble du territoire national.

Ces États Généraux de 2009 pourraient bien avoir ainsi quelques liens de parenté avec ceux de 1789.

Chacun est invité à amplifier la mobilisation sociale en cours dans les différents secteurs et à réussir la journée d'action unitaire le 19 mars prochain.

Alors oui le dialogue social territorial, la démocratie participative, la mobilisation de tous les acteurs et l'unité syndicale pour défendre des valeurs que nous partageons, construire une communauté de destin, placer le progrès social et les services publics de qualité au cœur du développement durable de notre société sont bels et bien des enseignements qu'il nous faut tirer de cette expérience.

Le 16 Février 2009

***Forts de ce que nous venons de vivre, nous appelons
les acteurs territoriaux, syndicalistes, responsables associatifs,
élus du peuple
à organiser partout dans le pays
des États Généraux
« pour la défense et l'avenir des services publics ! ».***